

Chapitre 17

LOI N° 2 DE 2010-2011 SUR LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (IMMOBILISATION)

Attendu qu'il appert du message de la commissaire et du budget des dépenses qui l'accompagne que les montants indiqués à l'annexe de la présente loi sont nécessaires pour payer les dépenses en immobilisation du gouvernement du Nunavut et à d'autres fins s'y rattachant, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2011,

la commissaire du Nunavut, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

Définitions

1. Les définitions figurant à l'article 1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquent à la présente loi.

Champ d'application

2. La présente loi s'applique à l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

Crédits supplémentaires

3. (1) Sont imputés au Trésor, en conformité avec la *Loi sur la gestion des finances publiques*, outre les montants autorisés par la *Loi de crédits pour 2010-2011 (immobilisation)* et la *Loi n° 1 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (immobilisation)*, les montants indiqués en tant que crédits supplémentaires pour les postes qui figurent à l'annexe.

Réduction de crédits

(2) Malgré les montants autorisés par la *Loi de crédits pour 2010-2011 (immobilisation)* et la *Loi n° 1 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (immobilisation)*, lorsqu'un montant est indiqué entre parenthèses pour un poste qui figure à l'annexe, ce montant est déduit de la somme globale des dépenses autorisées à l'égard de ce poste.

Application des crédits

4. Peuvent être dépensés uniquement pour payer les dépenses en immobilisation du gouvernement du Nunavut et à d'autres fins s'y rattachant, en conformité avec l'annexe, les montants indiqués en tant que crédits supplémentaires pour les postes qui figurent à l'annexe.

Péremption des crédits non utilisés

5. Sous réserve des articles 36 et 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'autorisation que prévoit la présente loi de dépenser les montants indiqués pour les postes qui figurent à l'annexe expire le 31 mars 2011.

crédits supplémentaires (immobilisation), Loi n° 2 de 2010-2011 sur les

Inscription aux comptes publics

6. Les montants dépensés au titre de la présente loi doivent être inscrits aux comptes publics, en conformité avec les articles 72 et 73 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Entrée en vigueur

7. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010.

ANNEXE

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AFFECTÉS À L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2011

CRÉDIT N° 2 : IMMOBILISATION

| <u>POSTE</u> <u>N°</u> | <u>OBJET</u> | <u>MONTANT</u> |
|---------------------------|--|-----------------------------|
| 1. | Culture, Langue, Aînés et Jeunesse | (7 000 000) \$ |
| 2. | Santé et Services sociaux | (8 500 000) |
| 3. | Services communautaires et gouvernementaux | (6 500 000) |
| 4. | Développement économique et Transports | (800 000) |
| 5. | Société d'habitation du Nunavut | 41 100 000 |
| | IMMOBILISATION : TOTAL | <u>18 300 000 \$</u> |
| | CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES : TOTAL | <u>18 300 000 \$</u> |